

Chronique d'Emmanuel Morucci - 23/06/10



Espagne et Belgique : passation du pouvoir de gérer l'Europe

Dans quelques jours, l'Europe va changer de présidence. On pensait la présidence tournante terminée depuis la nomination du président du Conseil. Mais non. Pour ceux qui auraient zappé, je rappelle que l'Espagne passe le premier juillet le relais à la Belgique pour 6 mois. Puis, ce sera le tour de la Hongrie.

Alors que s'est-il passé durant les 6 mois de présidence espagnole ? Les médias étaient plutôt focalisés sur les crises et les plans d'austérité ou encore les performances des agences de notation n'en ont que peu parlé.

Pourtant, tous les jours il s'est passé quelque chose sous la houlette hispanique. Rien que la semaine passée, c'est un concentré d'activités importantes susceptibles d'impacter notre vie quotidienne. Citons entre autre cet accord sur la diplomatie européenne. La Commission européenne, le Parlement européen et la Présidence espagnole de l'UE ont signé à Madrid un accord sur l'organisation et le fonctionnement du Service Européen d'Action Extérieure (SEAE). Nous avançons donc sérieusement vers une véritable politique étrangère commune.

Lors de la séance de clôture de la conférence sur l'agriculture européenne et la croissance intelligente dans la perspective de la stratégie Europe 2020, le secrétaire d'État espagnol au Milieu rural et à l'eau a insisté sur la façon dont la politique agricole a été intégrée dans les plans de croissance économique durable que l'Union européenne a prévus pour l'avenir.

En matière de dignité humaine, le délégué du gouvernement espagnol en charge de la violence à caractère sexiste a participé au nom de la Présidence espagnole de l'UE et aux côtés de la présidente de la Commission des droits des femmes et de l'égalité des sexes de l'UE, à la création officielle de l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes. Le siège sera à Vilnius, capitale de la Lituanie. Tout un symbole.

En transport aérien, l'accord « Ciel ouvert » permettra de mettre en place une zone d'aviation commune englobant 60 % du trafic mondial. Les vols transatlantiques devraient, nous dit-on, polluer moins et seront plus courts et moins chers.

A sa suite, que va faire la Belgique ?

Le pays, Etat fédéral complexe, est englué dans une crise politique majeure et un risque de fragmentation. Sa tâche principale sera d'organiser et de

diriger les travaux du Conseil. Il s'agira notamment d'établir l'ordre du jour et de présider l'ensemble des 9 réunions du Conseil et de ses organes subsidiaires. Sauf en matière de politique étrangère ou ce sera la diplomate en chef Madame ASHTON. La Présidence belge ne se limite pourtant pas à un rôle administratif. Elle aura aussi pour fonction de favoriser l'adoption des actes législatifs (règlements, directives, décisions, ...) et, en cas de dissensions entre les États membres, de rechercher des compromis. Tout cela sent l'expérience. Rappelons que le président du Conseil européen est le Belge Herman Van Rumpuy, ancien Premier ministre.

Enfin, la Présidence est dépendante des imprévus et doit y parer : ce fut le cas pour la Belgique, en 2001, avec les attentats du 11 septembre.

Emmanuel Morucci